

MOYEN-ORIENT

Israël au pied de ses murs

Il n'y a pas que le mur qui sépare Israël de la Palestine. Des remparts s'édifient aussi à l'intérieur du pays. Entre citoyens juifs et arabes. Entre les juifs eux-mêmes. Et menacent la démocratie israélienne.

L'AVENUE Ben Yehuda, à Jérusalem, tout le monde connaît. C'est un peu les Champs-Élysées de la ville sainte. Il y fait bon flâner le soir entre les boutiques, les groupes musicaux et les animations en tous genres. Jadis, on y croisait peu de juifs religieux. Aujourd'hui, on les voit très nombreux, facilement

reconnaissables à leurs vêtements, comme s'ils voulaient, dans la rue aussi, marquer leur territoire. Devant la porte vitrée d'un restaurant, un grand costaud, détecteur de métal en main, contrôle chaque client. Il ouvre les sacs. Sécurité oblige. Puis il demande d'emblée ce que l'on souhaite manger : « *Si vous voulez des produits lai-*



JUIFS RELIGIEUX.

De plus en plus attentifs à contrôler la société israélienne.

tiers, vous allez à gauche. Si vous mangez de la viande, vous allez à droite.» C'est la loi : on ne mélange pas les aliments... ni donc les gens qui les mangent. Un rabbin un peu strict a dû passer par là.

PAS TOUCHER !

Aux abords de la ville de Zikron Yaakov, au sud d'Haïfa, s'étend le domaine vinicole de Tishbi. Visite guidée suivie d'une dégustation. À l'entrée du chai, un écriteau enjoint le visiteur de ne pas toucher les barriques. Une juive brésilienne interroge sur cet étrange interdit. La guide explique que si un non juif pose la main sur le tonneau, le vin ne sera plus *casher*. Il serait invendable pour les juifs religieux qui ne pourraient le consommer qu'après l'avoir bouilli. Ainsi l'exige le *casherout*, le code alimentaire prescrit par la loi religieuse. Il y a deux ans, à cet endroit, il n'y avait pas d'écriteau.

Pas plus que d'autres pays, Israël n'échappe à la montée en puissance des courants religieux dans l'espace public. Désormais, tout gouvernement doit composer avec les partis religieux pour avoir une majorité. Les plus influents d'entre eux sont les ultra-orthodoxes. Ils considèrent leur mode de vie, qu'ils voudraient voir appliquer à toute la société, comme fidèle à la Thora et à l'interprétation qu'ils en font. Leur influence est grandissante dans le pays, au-delà même de leur propre communauté, notamment dans le monde de l'éducation. À la rentrée scolaire, on a relevé que 52 % des enfants juifs du primaire fréquentaient les écoles religieuses.

RABBINS RACISTES

En octobre dernier, le rabbin de Safed, en Haute Galilée, a publié un décret demandant aux citoyens juifs de la ville de refuser la vente ou la location de maisons aux habitants arabes. Cet édit a rapidement fait tache d'huile auprès de trois cent cinquante rabbins en Israël. Résultat : à Tel Aviv comme à Safed, des Arabes israéliens ont été expulsés des appartements qu'ils louaient. Pourtant, ces rabbins sont fonctionnaires de l'État et ne peuvent à ce titre intervenir dans le domaine politique. Mais ils n'ont pas été sanctionnés. Tout au plus, le Premier ministre a condamné leurs propos comme non démocratiques et contraires à la Bible qui « demande d'accueillir l'étranger ». Sont-ils étrangers les Arabes israéliens qui constituent 20 % de la population ? Ne seraient-ils pas des citoyens à part entière ?

À la même époque, l'ancien grand rabbin d'Israël, Ovadia Yosef, en avait remis une couche dans son sermon hebdomadaire du samedi soir : « Les *Goyim* – les non-juifs – ne sont nés que pour nous

servir. Hors cela, ils n'ont aucune place dans ce monde, sauf pour servir le peuple d'Israël. » Il avait ajouté que, si l'on avait besoin d'eux, c'est parce qu'ils « vont travailler, ils vont labourer, ils vont récolter. Nous nous assiérons comme un effendi pour manger. C'est pour ça que les Gentils ont été créés. »

Pas de réactions officielles à ces propos discriminatoires. On notera que le rabbin Yosef est le dirigeant spirituel du Shas, le parti politique religieux le plus influent dans le gouvernement Netanyahu. Les « talibans d'Israël », comme on les nomme parfois, n'ont plus aucun scrupule à défendre le racisme puisque, selon leur lecture de la Thora, « Yahvé a réservé la Terre sainte pour les juifs ».

INCERTITUDES

Un climat de discrimination et de haine raciale ronge la démocratie israélienne. Certes, il est alimenté par des courants religieux, mais il est aussi renforcé politiquement par la présence de l'extrême-droite au gouvernement. *Israel Beytenou* (Israël notre Maison), troisième parti du pays, fait en effet partie de la coalition. Son fondateur, Avidgor Liberman, est devenu ministre des Affaires étrangères ; il ne cache pas qu'il verrait d'un bon œil le transfert des Arabes hors d'Israël. Selon un récent sondage, plus de la moitié des juifs d'Israël le souhaitent

aussi. Le rêve d'un État réellement juif, homogène et pur, fait son chemin. Et ils sont toujours moins nombreux et forts ceux qui peuvent s'y opposer.

Les Arabes israéliens s'interrogent donc sur leur avenir dans le pays. Particulièrement les chrétiens qui constituent une minorité dans la minorité. Pris en étau entre un racisme juif croissant et la montée de l'islamisme radical, ils se demandent s'ils pourront encore demeurer longtemps dans leur pays et où ils pourront trouver refuge. « Pour ne pas nous laisser envahir par l'angoisse le matin quand nous nous levons, nous vivons au jour le jour », disent-ils. Ils ne perdent toutefois pas espoir : « Ça bouge dans la région et c'est bien... »

Même si le processus de paix est au point mort, les bouleversements qui secouent les États arabes, en particulier l'Égypte, introduisent le doute dans la société israélienne. D'autres pays alentour aspirent à la liberté et à la démocratie. Pour les tenants de la ligne dure en Israël, l'avenir est redevenu incertain. Ce pourrait être une porte ouverte pour s'éloigner du pire. ■

Thierry TILQUIN